Guissény Gwiseni
Finistère Pen-Ar-Bed

LISTES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
SÉANCE DU 19 OCTOBRE 2023

Date du Conseil Municipal	Numéro de la délibération	Objet	Vote du Conseil Municipal
19 octobre 2023	CM/23-08001	Informations sur les délégations du conseil municipal au maire	unanimité des membres présents ou représentés
19 octobre 2023	CM/23-08002	Avenant au marché d'élagage	unanimité des membres présents ou représentés 14 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08003	Rénovation éclairage stade Joseph Cloarec	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08004	Rénovation lourde de la salle Jean Fily	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08005	Zone à enjeux - Avis sur proposition d'arrêté préfectoral	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08006	Déviation provisoire du GR34 dans le secteur de Nodéven-Dibennou	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08007	105ème congrès des maires de France : remboursement des frais de mission	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08008	Subvention association "Mers El Kebir"	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08009	Renouvellement convention UBO - Commune	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"

Pour information affaires diverses :
Capteur H2S et algues vertes
Téléthon
Programme "Villages d'avenir"
Aiguillon constructions

Affichage en mairie le 24/10/2023
Diffusion sur le bulletin d'informations communales du 27/10/2023
Diffusion sur le site internet le 24/10/2023

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08001-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-08001

Date d'envoi de la convocation : **13 Octobre 2023**

Nombre de membres en exercice = 16
Présents = 10

RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2023

Information sur les délégations du conseil Municipal au Maire

L'an deux mille vingt-trois, le-dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUERINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Mickaël CONQ donnant procuration à Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Renée GALL, Valérie NIVEZ donnant procuration à Jean-Louis BONDU et Gwendoline VLAEMYNCK donnant pouvoir à Herveline CABON.

Absent : Jérémy JAFFRES,

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Renée GALL a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Monsieur Raphaël RAPIN rappelle à l'Assemblée, que par délibération en date du 24 juin 2020, complétée par la délibération du 21 mai 2021, le Conseil Municipal lui a donné délégation dans différents domaines, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Conformément à l'article L2122-23 du même code, le maire informe l'assemblée des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

FOURNISSEURS	OBJET	HT
SARL Daniel GENCEY	Brûleur église	2 065,80 €
Ets PICHON	Armoire froide	1 888,24 €
EDSI	Travaux électriques au centre nautique	2 417,52 €
EDSI	Travaux électriques local SNSM	6 168,85 €
MCP BRAMOULLE	Volets roulants électriques mairie	8 902,20 €
ECSM	Sécurisation place de la résistance	3 294,90 €
LE VEN	Travaux de modernisation de la mairie	6 338,25 €
Total		**31 075,76 €**

Monsieur le Maire, rapporteur entendu, le conseil municipal en prend note.
À Guissény, le 19 octobre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Renée GALL

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08002-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-08002

Date d'envoi de la convocation : **13 Octobre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 10
Votants	= 14

RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2023

Avenant au marché d'élagage

L'an deux mille vingt-trois, le-dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUERINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Mickaël CONQ donnant procuration à Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Renée GALL, Valérie NIVEZ donnant procuration à Jean-Louis BONDU et Gwendoline VLAEMYNCK donnant pouvoir à Herveline CABON.

Absent : Jérémy JAFFRES.

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Renée GALL a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Gérard LE GUEN, adjoint au maire indique qu'un marché quadriennal a été passé dans le cadre d'un groupement de commande entre la CLCL et les communes membres ayant souhaité y participer. La commune de GUISSENY est maître d'ouvrage sur son territoire pour le lot N° 6 - Débroussaillage des accotements et élagage des talus pour un montant de 9 130,57 € HT par an.

Cette prestation représente la moitié du linéaire de voirie communale à entretenir. Compte tenu de la charge de travail du personnel communal, un devis a été demandé à l'entreprise CABON de KERLOUAN pour la réalisation d'un complément du linéaire communal sur les secteurs de BRENDAOUEZ et LAVENGAT, soit un ajout de 8,2 km pour un montant de 2320 € HT.

Monsieur Gérard LE GUEN, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 14 voix « pour »,

Article 1 : valide le devis proposé par l'entreprise CABON

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer ce devis ainsi que l'avenant correspondant

À Guissény, le 19 octobre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Renée GALL

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08003-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-08003

Date d'envoi de la convocation : **13 Octobre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 12
Votants	= 16

RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2023

Rénovation éclairage stade Joseph CLOAREC

L'an deux mille vingt-trois, le-dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUERINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice. Mme Valérie NIVEZ et Jérémy JAFFRES rejoignent la réunion à 19h15.
Excusés et représentés : Mickaël CONQ donnant procuration à Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Renée GALL et Gwendoline VLAEMYNCK donnant pouvoir à Herveline CABON
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Renée GALL a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Gérard LE GUEN, adjoint au maire, présente à l'assemblée le projet de rénovation de l'éclairage du terrain B au stade Joseph CLOAREC. Il précise que des travaux neufs ont été réalisés en 2012/2013 et qu'ils ont dû être complétés en 2020. En effet une rénovation complète sur le terrain B a été réalisée et réceptionnée en 2013. Il aurait fallu remplacer l'ensemble des platines de commande en 2021 et aujourd'hui il s'avère que les lampes posées ***ne résistent pas à l'air marin ?***
Dans le cadre de la réalisation des travaux, une convention doit donc être signée entre le Syndicat départemental d'énergie et d'équipement du Finistère (SDEF 29) et la commune de Guissény afin de fixer le montant du fond de concours qui sera versé par la commune au SDEF. En effet, conformément à l'article L5212-26 du code général des collectivités territoriales (CGCT), afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local en matière de distribution publique d'électricité, de développement de la production d'électricité par des énergies renouvelables, de maîtrise de la consommation d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre, des fonds de concours peuvent être versés entre un syndicat visé à l'article L. 5212-24 du CGCT et les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du comité syndical et des conseils municipaux ou des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale concernés.
L'estimation des dépenses se monte ainsi à : - ***Rénovation projecteurs terrain de Foot : 20 000 € HT.***
Selon le règlement financier voté par délibération du SDEF le 13 novembre 2017, le financement s'établit comme suit :

⇒ ***Financement du SDEF : 0 €***

⇒ ***Financement de la commune : Rénovation projecteurs terrain de Foot : 24 000 € TTC***

Le montant de la participation de la commune aux travaux est calculé sur la base de 100% du montant TTC des travaux et s'élève à 24 000 €.
Afin de réduire le coût de cette rénovation, M LE GUEN propose d'autoriser le maire à solliciter les subventions auprès des instances footballistiques et en particulier le district 29 mais également de solliciter le pacte Finistère 2023 porté par le conseil départemental.

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08003-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Gérard LE GUEN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »,

Article 1 : Accepte le projet de réalisation des travaux : rénovation des projecteurs du terrain B au stade Joseph CLOAREC

Article 2 : Accepte le plan de financement proposé et le versement de la participation communale estimée à 24 000€

Article 3 : Autorise le maire à signer la convention de mandat autorisant l'intervention du SDEF et détaillant les modalités financières entre la commune et le SDEF, et ses éventuels avenants.

Article 4 : Autorise le Maire à solliciter les subventions auprès du district Finistérien de football pour le compte de la FFF et du conseil départemental dans le cadre du pacte 2030,

Article 5 : Autorise le maire à réaliser les écritures comptables qui en découlent.

À Guissény, le 19 octobre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Renée GALL

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08003-DE

CONVENTION DE MANDAT POUR LES TRAVAUX : Rénovation projecteurs terrain de foot

Entre :

D'une part,
La commune de GUISSENY, représentée par son Maire, Raphaël RAPIN, agissant en vertu de la délibération en date du 19.10.2023 , visée en préfecture le _____.
Désignée ci-après par la collectivité

Et :

D'autre part,
Le Syndicat Départemental d'Énergie et d'Equipement du Finistère,
9 allée Sully, 29000 Quimper
Représenté par son Président, Antoine COROLLEUR, agissant en vertu de la délibération en date du 15 septembre 2020 (C2020-25)
Désigné ci-après par « le SDEF »

Il est exposé ce qui suit :

Préambule

Conformément à l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique : « dans *la limite du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération qu'il a arrêtée, le maître d'ouvrage peut confier par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage à un mandataire l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie des attributions mentionnées à l'article L.2422-6, dans les conditions de la présente section.* »
Dans le cadre de cette opération, la collectivité souhaite confier aux SDEF l'exécution des travaux : Rénovation projecteurs terrain de foot -.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

En application de l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique, la collectivité désigne le SDEF par la présente convention comme mandataire pour suivre l'opération suivante :

- **Rénovation projecteurs terrain de foot.**

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de cette opération réalisée sous mandat.

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08003-DE

Article 2 : Champ d'application de la convention

Les travaux de pose de projecteurs de terrain de foot
La collectivité délègue au SDEF l'exécution des travaux relatifs à la pose de projecteurs de terrain de foot.

Article 3 : Répartition des compétences

Phase projet :

Missions du SDEF
- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ;
- Réalisation des études d'avant-projet et proposition de matériels (le cas échéant) ;
- Transmission à la collectivité d'un avant-projet définitif chiffré ;
- Validation par le SDEF du dossier d'exécution des travaux comprenant toutes les démarches et autorisations administratives nécessaires à l'exécution du projet ;
- Représentation du maître d'ouvrage vis-à-vis des tiers ;

Attributions de la collectivité
- approbation des études préliminaires et de l'avant-projet ;
- choix du matériel ;

Passation des marchés publics :

Mission du SDEF
- le SDEF fait son affaire de la consultation des entreprises, selon les règles définies par la règlementation applicable aux marchés publics.

Phase travaux :

Mission du SDEF
- Organisation des réunions de chantier, de la coordination sécurité et protection de la santé ;
- Contrôle de l'activité des prestataires ;
- Validation et paiement des factures ;

Attributions de la collectivité
- participation aux réunions de chantier ;
- validation des études d'exécution ;

Réception des travaux et remise des ouvrages :

Mission du SDEF :
- établissement d'un procès-verbal de réception des travaux ;
- établissement d'un procès –verbal de remise des ouvrages, d'un plan de récolement. En cas de réserves, il appartiendra au SDEF d'établir la main levée des réserves et de la signer ;
- Les ouvrages réalisés pour le compte de la collectivité feront l'objet d'une remise par le SDEF, sur la base d'un bilan financier détaillé qui donnera lieu aux opérations comptables et budgétaires ;
Le SDEF fournira à la collectivité toutes les pièces justificatives nécessaires à l'intégration dans sa comptabilité des opérations portant sur son patrimoine.

Attributions de la collectivité :
- gestion des différentes garanties à compter de la réception des ouvrages ;
- intégration des ouvrages dans le patrimoine.

Article 4 : Gestion des ouvrages

Dès que la réception des travaux a été prononcée, la collectivité s'engage à accepter les ouvrages et à en être le seul maître d'ouvrage et gestionnaire à compter de la date du procès-verbal de remise des ouvrages.

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08003-DE

Article 5 : Modalités financières

La collectivité participe financièrement à l'opération conformément aux dispositions de la présente convention et de son annexe financière dans les conditions suivantes :

- Estimation de l'opération : l'enveloppe financière prévisionnelle est déterminée par le SDEF et figure dans le plan de financement annexé à cette convention.

- Règlement et paiements : le SDEF règle les acomptes et le décompte définitif aux entreprises.

- Participation de la collectivité : le montant de la participation de la collectivité est déterminé avec exactitude à la réception du décompte définitif TTC de l'entreprise.

- Un titre de recette est établi par le SDEF représentant le montant TTC des travaux.

Toutes les recettes et les dépenses prévues par la convention doivent être reversées au comptable public et il ne peut y avoir de contraction entre les recettes et les dépenses.

Le montant de la participation financière se décompose de la manière suivante :

	Montant HT	Montants TTC (TVA 20%)	Modalité de calcul de la participation communale	Financement du SDEF	Part communale		Imputation comptable au SDEF
					Total	*dont frais de suivi*	
Rénovation projecteurs terrain foot	20 000,00 €	24 000,00 €	100% TTC	0,00 €	**24 000,00 €**	*0,00 €*	458
TOTAL	20 000,00 €	24 000,00 €		0,00 €	24 000,00 €	*0,00 €*	

Cette contribution revêt un caractère forfaitaire basée sur le coût estimé des travaux.

En cas d'augmentation dans le volume des travaux décidée en cours de chantier, ou de toute décision ou fait conduisant au dépassement des enveloppes prévisionnelles, le SDEF informe immédiatement la collectivité.

Chacune des parties pourra proposer à tout moment un avenant pour modifier la répartition du financement, notamment en raison d'une variation de l'importance relative des dépenses.

Le SDEF appellera la participation selon l'échéancier suivant :

- Un acompte sera demandé à hauteur de 40 % sur la base du montant du bon de commande facturé,
- A hauteur de 70 % ou 80 % suivants selon l'avancement des travaux,
- Le solde à la mise en service de l'ouvrage sur présentation de la facture.

Le SDEF appellera la contribution en un versement, selon l'avancement des réalisations.

Article 6 : Achèvement de la mission et fin de la convention – Durée de la convention

Cette convention s'applique aux travaux : **Rénovation projecteurs terrain de foot.**

La mission du mandataire prend fin à lors de la réception des travaux. L'accord sur la réception des travaux marque la fin de la convention entre le mandant et le mandataire.

Toute modification du projet initial fera l'objet d'un avenant.

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08003-DE

Article 7 : Mesures coercitives – Résiliation et pénalités

1/ Si le mandataire est défaillant, **et après mise en demeure infructueuse**, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre un abattement égal à 5 % de la part de rémunération en valeur de base à laquelle il peut prétendre.

2/ Dans le cas où le maître d'ouvrage ne respecte pas ses obligations, le mandataire, **après mise en demeure restée infructueuse**, a droit à la résiliation de la présente convention avec indemnité de 5 % du forfait de rémunération en valeur de base.

3/ Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Le mandataire a alors droit à une indemnité de 5 % du forfait de rémunération en valeur de base.

4/ Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation et le mandataire est rémunéré de la part de mission accomplie. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise, en outre, les mesures conservatoires que le mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au maître d'ouvrage.

Article 8 : Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le tribunal administratif compétent.

Article 9 : Capacité d'ester en justice

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître d'ouvrage jusqu'à l'achèvement de sa mission, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra avant toute action demander l'accord du maître d'ouvrage.
Toutefois, toute action en matière de garantie n'est pas du ressort du mandataire.

Le 19.10.23 à GUISSENY

Pour la commune de GUISSENY
Monsieur Le Maire
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Fait à Quimper, le

Pour le SDEF
Monsieur le Président du SDEF
Antoine COROLLEUR

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08004-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-08004

Date d'envoi de la convocation : **13 Octobre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 12
Votants	= 16

RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2023

Rénovation lourde de la salle JEAN FILY

L'an deux mille vingt-trois, le-dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Mickaël CONQ donnant procuration à Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Renée GALL et Gwendoline VLAEMYNCK donnant pouvoir à Herveline CABON

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Renée GALL a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Jean-Yves BRAMOULLÉ, conseiller délégué aux bâtiments, rappelle que par délibération du 15 décembre 2022, le Conseil municipal a validé la réhabilitation de la Salle JEAN FILY.

Par délibération du 25 mai 2023, le Conseil municipal a validé le plan de financement pour un montant de **769 100 €** et une demande d'aide pour un montant de 300 000 € au titre de l'aide de l'Agence Nationale du SPORT pour l'année 2023. Nous sommes en attente de réponse.

Dans le cadre du pacte 2030 au titre du volet 2, la commune avait sollicité le Conseil Départemental et nous avons obtenu une aide de 60 000 € à consommer avant le 31/12/2024.

Au titre des fonds de concours mis en place par la communauté de communes, nous avons sollicité une aide à hauteur de 100 000 €. Une décision devrait prochainement nous parvenir.

Monsieur Le Maire a sollicité une aide auprès de la région dans le cadre de son dispositif « Bien vivre en Bretagne ». Le montant sollicité est de 160 000 €.

Jean-Yves BRAMOULLE, indique à l'assemblée que les pièces du dossier de consultation des entreprises ont été présentées aux membres de la commission travaux et n'ont pas fait l'objet d'observations.

Le DCE est composé de 11 lots distincts définis de la façon suivante :

- ✓ LOT 1 : DESAMIANTAGE DE LA TOITURE
- ✓ LOT 2 : COUVERTURE
- ✓ LOT 3 : BARDAGE
- ✓ LOT 4 : RENFORCEMENT DE LA CHARPENTE
- ✓ LOT 5 : TRAVAUX D'ACCESSIBILITE PMR
- ✓ LOT 6 : ECLAIRAGE PAR LEDS
- ✓ LOT 7 : TRAVAUX DE SOL SPORTIF
- ✓ LOT 8 : EQUIPEMENTS SPORTIFS
- ✓ LOT 9 : CREATION D'UN PLANCHER EN PORTE A FAUX
- ✓ LOT 10 : TRAITEMENT DES FACADES
- ✓ LOT 11 : MENUISERIES EXTERIEURES

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08004-DE

Jean-Yves BRAMOULLÉ propose d'autoriser le maire à procéder au lancement de la consultation et de signer tous les documents nécessaires à cette consultation.

Il rappelle également au conseil municipal et plus particulièrement à la commission « rénovation de la Salle Jean FILY » l'impératif d'établir un calendrier avec les utilisateurs et les entreprises qui seront retenues.

Jean-Yves BRAMOULLÉ rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »,

Article 1 : Donne son accord pour lancer une consultation en vue de rénover la salle JEAN FILY.

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer tous les documents relatifs au lancement de la consultation.

À Guissény, le 19 octobre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Renée GALL

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08005-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-08005

Date d'envoi de la convocation : **13 Octobre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 12
Votants	= 16

RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2023

Zone à enjeux – Avis sur proposition d'arrêté préfectoral

L'an deux mille vingt-trois, le-dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Mickaël CONQ donnant procuration à Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Renée GALL et Gwendoline VLAEMYNCK donnant pouvoir à Herveline CABON
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Renée GALL a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'environnement informe l'assemblée que pour faire suite à la sollicitation conjointe de la CLCL et des communes (pour GUISSENY, la délibération N°CM/233-06006 du 22 juin 2023), les services de l'état nous ont transmis un projet d'arrêté. Ce projet doit faire l'objet d'un avis par les conseils municipaux concernés.

Les points saillants du programme d'actions défini par cet arrêté sont les suivants :

- ✓ **Contrôle dans les 6 mois à compter de la signature du présent arrêté,**
- ✓ **Bilan transmis dans les 9 mois à compter de la signature du présent arrêté,**
- ✓ **Mise en demeure par les collectivités compétentes dans les 3 mois après contrôle,**

Les délais de mise en conformité répondront aux priorités suivantes :

- **Installations d'assainissement individuel pour la zone 1 :**

- habitation ou lieu de résidence y compris temporaire, sans système d'assainissement avec rejet direct ou non dans le milieu superficiel : cessation immédiate du rejet et mise en conformité dans un délai n'excédant pas un an,

- habitation ou lieu de résidence y compris temporaire, disposant d'un système d'assainissement individuel non conforme avec rejet dans le milieu superficiel : mise en conformité dans un délai n'excédant pas un an,

- autres habitations ou lieux de résidence y compris temporaire, disposant d'un système d'assainissement individuel non conforme susceptible d'engendrer une pollution bactérienne des eaux superficielles : mise en conformité dans un délai n'excédant pas deux ans.

- **Installations d'assainissement individuel pour la zone 2 :**

- habitation ou lieu de résidence y compris temporaire, sans système d'assainissement avec rejet direct ou non dans le milieu superficiel : cessation immédiate du rejet et mise en conformité dans un délai n'excédant pas un an,

- habitation ou lieu de résidence y compris temporaire, disposant d'un système d'assainissement individuel non conforme avec rejet dans le milieu superficiel : mise en conformité dans un délai n'excédant pas un an,

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08005-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

- autres habitations ou lieux de résidence y compris temporaire, disposant d'un système d'assainissement individuel non conforme susceptible d'engendrer une pollution bactérienne des eaux superficielles : mise en conformité dans un délai n'excédant pas trois ans.

Toutes les habitations, qu'elles soient temporaires ou permanentes, situées sur le territoire défini à l'article 2 du présent arrêté sont concernées par cette mise en demeure.

Les habitations vendues avant 2019 et concernées par une mise aux normes sont mises en demeure de réaliser les travaux nécessaires dès signature du présent arrêté.

✓ **Installations d'assainissement collectif,**

Dans les secteurs desservis à la fois par un réseau de collecte des eaux usées et un réseau de collecte des eaux pluviales, la collectivité compétente procède au contrôle de l'ensemble des raccordements entre les habitations et des installations sur le réseau public, qui n'ont pas déjà fait l'objet d'un tel contrôle.

Ce contrôle a le double objectif de vérifier que des eaux pluviales ne s'introduisent dans le réseau d'eaux usées, et que des eaux usées n'atteignent pas le réseau pluvial.

Le bilan de ces contrôles et des contrôles déjà réalisés sur le bassin versant est adressé à la DDTM dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent arrêté. Les rapports de visite, comportant les travaux à réaliser, concernant les raccordements défaillants, sont joints à ce bilan.

Dans les secteurs où un réseau de collecte des eaux usées a été installé, la collectivité compétente met en demeure les propriétaires dont le système d'assainissement peut être raccordé au réseau public de réaliser les travaux nécessaires avant le 31 décembre 2024.

Toutes les habitations, qu'elles soient temporaires ou permanentes, sont concernées par cette mise en demeure.

✓ **Aire de camping-car,**

La collectivité compétente met en place, au niveau des zones de stationnement non-interdites aux camping-cars, un panneau de sensibilisation à l'enjeu de préservation de la qualité de l'eau des plages de LERRET, BARRACHOU et LA CROIX. Ce panneau rappelle l'interdiction de déversement des eaux noires et des eaux grises dans le milieu naturel et les sanctions correspondantes. Il indique également les points de collecte des eaux usées du territoire alentour.

Monsieur Joël PASCOËT rapporteur entendu, propose d'émettre un avis favorable à l'arrêté proposé par le Préfet du Finistère,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »,

Article 1 : émet un avis favorable à l'arrêté proposé par le Préfet du Finistère,

À Guissény, le 19 octobre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY

Le secrétaire de séance
Renée GALL

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08006-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-08006

Date d'envoi de la convocation : **13 Octobre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 12
Votants	= 16

RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2023

Déviation provisoire du GR34 dans le secteur de NODEVEN-DIBENNOU

L'an deux mille vingt-trois, le-dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Mickaël CONQ donnant procuration à Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Renée GALL et Gwendoline VLAEMYNCK donnant pouvoir à Herveline CABON
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Renée GALL a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'Environnement, informe que l'itinéraire de randonnée du GR34, dit « sentier côtier » ou « sentier des douaniers », présente plusieurs secteurs à risque pour les marcheurs. Les secteurs à risque sont principalement dus à l'érosion marine.

La commune a dû prendre des arrêtés d'interdiction de certains tronçons. Après des travaux financés dans le cadre d'un contrat Natura 2000 fin 2022, l'itinéraire a été restauré à la pointe du DIBENNOU et à la plage du Corps de Garde. Par contre, suite à l'accentuation de l'érosion, le tronçon entre le chemin de TRESSENY et la descente de ROC'H ZU a été interdit s'ajoutant au tronçon entre le chemin de ROC'H AR C'HAD et PORZ OLIER, fermé depuis 2020.

Après visite sur site avec la salariée de la fédération française de randonnée Finistère, il est apparu nécessaire de mettre en place une déviation et un balisage temporaire pour le GR34, tel que présenté sur la carte en annexe. La déviation passera sur les chemins de ROC'H AR C'HAD, GWALARN, DIBENNOU et TRESSENY. C'est la FFR Finistère qui est en charge du balisage du GR34.

La pointe du DIBENNOU reste accessible aux piétons ainsi que le tronçon entre PORZ OLIER et la descente d'AR C'HOUZOG, mais ils ne peuvent plus en l'état actuel être intégrés dans le GR34.

La commune souhaite réfléchir aux aménagements qui pourraient être menés le long du sentier côtier et également réfléchir au tracé de l'itinéraire. Cette réflexion prendra nécessairement en compte les évolutions climatiques et notamment la loi climat et résilience, la stratégie locale de gestion du trait de côte, le coût de ces aménagements, etc.

La DDTM du Finistère a par ailleurs insisté sur la nécessité de cadrer par une convention avec les riverains, tous travaux qui pourraient sous couvert de restaurer le GR34, constituer une protection de la propriété de tiers, dans un secteur où aucun ouvrage de protection n'est identifié.

Monsieur Joël PASCOËT, rapporteur entendu,

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08006-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »,

Article 1 : autorise gracieusement le balisage d'une déviation provisoire sur des voies communales et chemins ruraux par la Fédération française de la randonnée pédestre (FFR), ouverts à la circulation publique d'un itinéraire pédestre balisé « Grande Randonnée, dénommé GR34 » officiellement homologué, que chacun peut parcourir sous sa propre responsabilité de randonneur (dont le descriptif est joint sur carte au 1/2 500 en annexe).

Article 2 : Le comité FFR du Finistère sera garant de l'entretien du balisage vis à vis des randonneurs auquel l'itinéraire est destiné. La commune autorisant le passage de toute personne habilitée à cet effet.

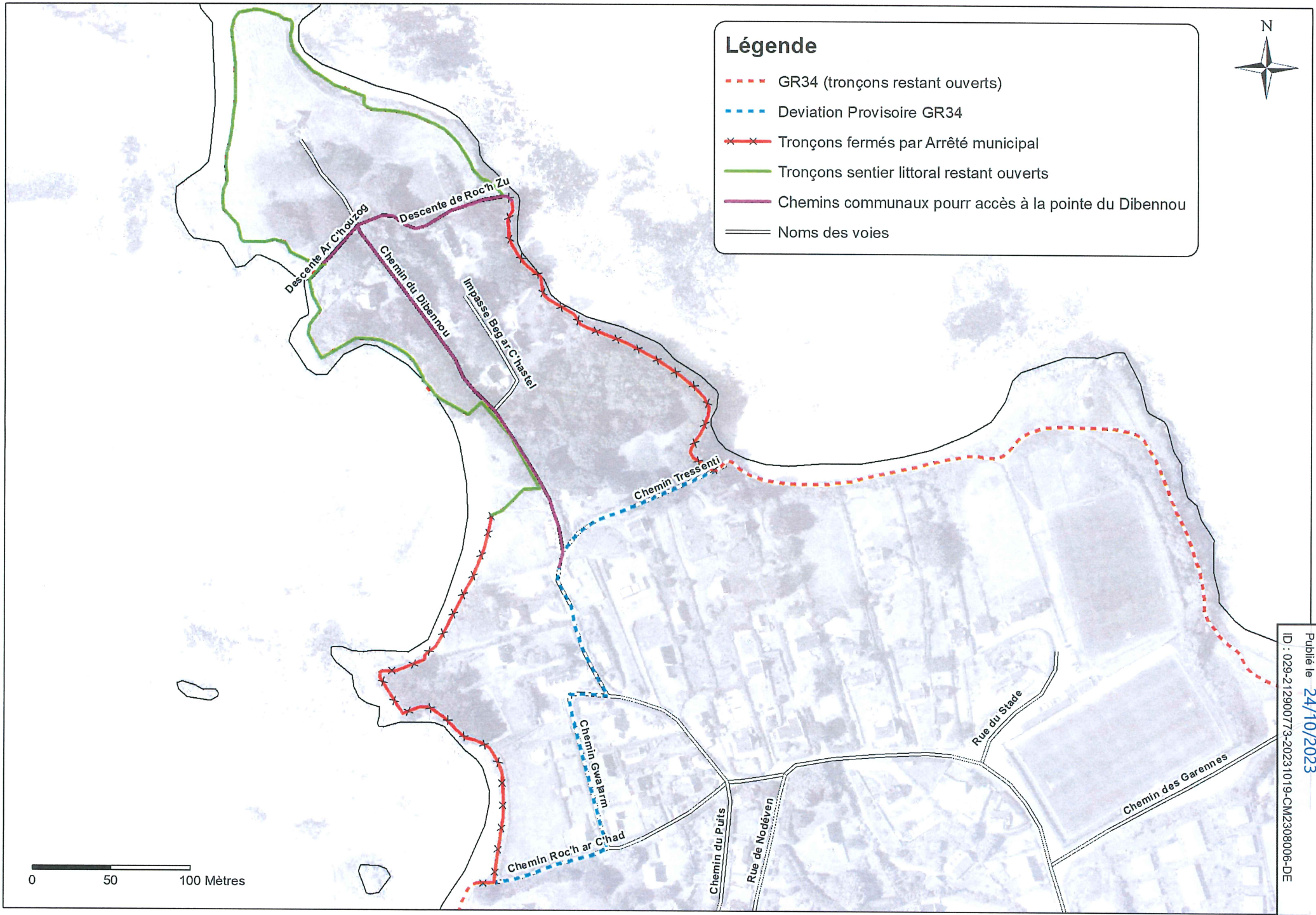
Article 3 : La commune assurera un affichage complémentaire sur site pour informer le public des secteurs restant accessibles aux piétons mais hors GR34 à la pointe du DIBENNOU.

À Guissény, le 19 octobre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Renée GALL



Envoyé en préfecture le 24/10/2023
Reçu en préfecture le 24/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM2308006-DE

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08007-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-08007

Date d'envoi de la convocation : **13 Octobre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 12
Votants	= 16

RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2023

105ème congès des Maires de France : Remboursement des frais de mission

L'an deux mille vingt-trois, le-dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Mickaël CONQ donnant procuration à Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Renée GALL et Gwendoline VLAEMYNCK donnant pouvoir à Herveline CABON
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Renée GALL a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire informe que l'association des Maires de France (AMF) organise son 105ème Congrès des Maires et des Présidents de Communautés de Communes de France du 21 au 23 novembre 2023 à Paris.

Ce congrès, lieu d'informations, de formation et d'échanges, est un temps fort de la démocratie locale. C'est pourquoi, Monsieur le Maire souhaite que la commune y soit représentée.

Après avoir interrogé l'ensemble des élus, seules Mesdames Herveline CABON, Gwendoline VLAEMYNCK, Marie-Michelle LORGERE ont émis le souhait de s'y rendre. La délégation d'élus sera complétée par M Ronan L'HOSTIS, animateur du service technique.

Afin de permettre une bonne organisation, les élus seront hébergés du lundi 20 novembre au jeudi 23 novembre, soit 3 nuitées.

DÉLIBERATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »,

Article 1 : Décide de donner mandat spécial à Mesdames Herveline CABON, Gwendoline VLAEMYNCK, Marie-Michelle LORGERE ainsi que Monsieur Raphaël RAPIN pour participer au 105ème Congrès des Maires et des Présidents de Communautés de Communes, à Paris. Ce séjour se déroulera du 20 au 23 novembre 2022.

Article 2 : Décide d'autoriser le remboursement des frais de déplacement, de prendre en charge les frais inhérents à cette mission, sous réserve de la présentation d'un état de frais, conformément à l'article L 2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit la prise en charge des frais occasionnés lors de l'exécution de mandats spéciaux par les élus.

Article 3 : Décide que les frais d'hébergement sont remboursés en fonction des frais réellement engagés sous réserve de la production d'une facture acquittée. L'indemnité de nuitée est fixée à 90 € maximum.

Article 4 : Décide que l'indemnité forfaitaire de repas est fixée à 17,50 €, sous réserve de la production d'une facture.

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08007-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Article 5 : Décide que les frais de transport seront remboursés dans la limite du montant réellement engagé.

Article 6 : Décide que chaque élu présentera un état de frais, précisant notamment son identité, son itinéraire ainsi que les dates de départ et de retour, auquel il joindra les factures qu'il a acquittées.

À Guissény, le 19 octobre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Renée GALL

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08008-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-08008

Date d'envoi de la convocation : **13 Octobre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 12
Votants	= 16

RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2023

Subvention asso « MERS EL KEBIR »

L'an deux mille vingt-trois, le-dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Mickaël CONQ donnant procuration à Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Renée GALL et Gwendoline VLAEMYNCK donnant pouvoir à Herveline CABON
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Renée GALL a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire s'explique que Monsieur Jean-Claude LE BIDEL, référent défense de la commune, a rencontré M Noël GUEN, président de l'association communal UNC, afin de présenter la demande de l'association, **les marins de MERS-EL-KÉBIR**, qui souhaite édifier un monument en mémoire des marins français décédés lors l'attaque du même nom :

« L'attaque de Mers el-Kébir est une attaque menée du 3 au 6 juillet 1940 par la Royal Navy contre une escadre de la Marine nationale française dans le port militaire français de MERS EL-KEBIR, en Algérie. L'attaque est menée par le Royaume-Uni dans le cadre de l'opération CATAPULT, une semaine avant la remise des pleins pouvoirs à Philippe Pétain. La France et le Royaume-Uni n'étant pas en guerre au moment de l'attaque, elle marque une rupture entre les deux pays. L'article 8 de l'armistice du 22 juin 1940 prévoyait de laisser la flotte française sous commandement français en lui imposant une stricte neutralité. CHURCHILL était tout à fait au courant de ce point de la convention d'armistice signée quelques jours plus tôt. Néanmoins, il décida d'entreprendre cette opération. Le Royaume-Uni était alors seul devant l'ennemi allemand et italien. L'attaque a été précédée d'un ultimatum, que l'amiral SOMERVILLE adressa au vice-amiral d'escadre Marcel GENSOUL, lui disant de rejoindre la flotte britannique afin d'éloigner les navires français de la Méditerranée, les mettant ainsi hors de portée de l'ennemi, ou de les saborder, avec un délai de six heures pour commencer à s'exécuter. L'amiral ne se considérait pas en position de pouvoir prendre une telle décision, qui allait possiblement à l'encontre des termes de l'Armistice. Ne recevant aucune réponse positive, SOMERVILLE mit ses menaces à exécution. L'attaque britannique, rapide et efficace, causa de lourdes pertes matérielles mais surtout humaines dans l'escadre française, faisant 1 295 morts chez les marins français. Les pertes les plus terribles étant celles du cuirassé BRETAGNE, qui chavira et coula en très peu de temps lors de l'attaque du 3 juillet, avec 997 morts. » *(Source Wikipédia)*

Quatre enfants de GUISSENY comptent parmi les malheureuses victimes. Ils se nommaient François Marie BRAMOULLÉ, Jean-Louis CREFF, Gabriel Nicolas KERIVIN et Yves Marie ROUDAUT.

Le monument est prévu à St ANNE du PORTZIC (accord de la ville de BREST) dans un cadre magnifique en face de la mer. Le montant du projet s'établit à 148 000 €. L'association propose le versement d'une subvention à hauteur de 500 € par victime mais chaque commune est libre de son don. Le nom de la commune participante

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08008-DE

Date de mise en ligne : 24/10/2023

sera inscrit sur le monument. Nulle part en France, il existe un monument reprenant le nom de toutes les victimes.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »,

Article 1 : accepte le principe du versement d'un don à hauteur 500 €

Article 2 : conditionne ce versement à la réalisation du monument.

À Guissény, le 19 octobre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Renée GALL

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08009-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-08009

Date d'envoi de la convocation : **13 Octobre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 12
Votants	= 16

RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2023

Renouvellement convention UBO - COMMUNE

L'an deux mille vingt-trois, le-dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Mickaël CONQ donnant procuration à Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Renée GALL et Gwendoline VLAEMYNCK donnant pouvoir à Herveline CABON
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Renée GALL a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Depuis 2004, la commune a engagé un partenariat avec l'UBO, Université de Bretagne Occidentale, pour un suivi morpho-sédimentaire du cordon dunaire de la SÉCHERIE et de la plage du CURNIC au VOUGO. Les résultats de ce suivi nous permettent d'avoir une veille scientifique sur l'évolution du cordon dunaire qui constitue notamment une défense naturelle face au risque de submersion. Ce cordon dunaire est aujourd'hui un élément constituant du système d'endiguement protégeant la zone du CURNIC. Ces résultats permettent également de suivre et de dimensionner les travaux de ré-ensablement projetés d'avenir.

Le contrat de 2021-2023 avec l'Université de Bretagne Occidentale est arrivé à échéance concernant ce suivi. Il est proposé à l'assemblée de poursuivre celui-ci entamé en 2004 et de renouveler le contrat pour 2024-2026.

Le travail comporte un relevé du front de dune du secteur du CURNIC jusqu'à la falaise du Zorn, des relevés mensuels le long de six radiales englobant la dune et la plage intertidale et un relevé surfacique de la plage du VOUGO et la plage du port en face du centre nautique en cas de tempête extrême générant une modification majeure de la morphologie littorale.

Les mesures seront effectuées au DGPS avec une fréquence mensuelle pour les profils de plage de manière à cerner l'impact des forçages météorologiques sur l'évolution morpho-sédimentaire du cordon dunaire.

La période de mesure s'étendra sur trois ans, de janvier 2024 à décembre 2026. La convention prévoit la remise d'un rapport annuel de suivi.

Le montant de cette étude est de 9 030,00 € HT. Les modalités de versement seront :

- 1/3 à la signature du présent contrat soit 3 010 € HT,
- 1/3 à la remise du rapport intermédiaire au 31/12/2025, soit 3 010 € HT,
- 1/3 à la remise du rapport final au 31/12/2026, 3 010 € HT

Monsieur Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu ;

Date de mise en ligne : 24/10/2023

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08009-DE

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »,

Article 1 : autorise Monsieur le maire à signer le contrat pour trois ans (2024-2026) entre la ville de Guissény et l'Université de Bretagne Occidentale dans le cadre du suivi du cordon dunaire de la Sècherie et de la plage du CURNIC au VOUGO pour un montant annuel de 3 010,00 € HT soit sur trois ans un montant de 9 030,09 € HT.

Article 2 : invite Monsieur le maire à inscrire les crédits nécessaires au budget communal.

À Guissény, le 19 octobre 2023

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Renée GALL

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08009-DE

UBO
Université de Bretagne Occidentale

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE

ENTRE

La commune de Guissény, située Place Porthleven, 29880 GUISSENY, n° SIRET 212 900 773 00012, représentée par son Maire, M. Raphaël RAPIN,
ci-après désignée par la Mairie de Guissény,

ET

L'Université de Bretagne Occidentale (UBO), Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 3 rue des Archives, CS 93837, 29238 Brest CEDEX 3,
n° SIRET 192 903 466 00014, code APE 8542Z, représentée par son Président, M. Pascal OLIVARD,
L'UBO agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du laboratoire LETG, dirigé par M. Cyril TISSOT,
ci-après désigné par le Laboratoire,

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'UBO est sollicitée. A la demande de la Mairie de Guissény, le Laboratoire entreprend une étude du suivi de l'évolution morpho-sédimentaire du cordon dunaire de la plage du Vougot-Curnic. Ce suivi consistera en :
- 1 relevé par an du front de dune du secteur du Curnic à l'est jusqu'à la falaise du Zorn à l'ouest (soit 3 relevés minimum pour les 3 ans). Des levés supplémentaires pourront être réalisés après des tempêtes majeures ayant entraîné un recul significatif de la ligne de rivage.
- 1 relevé mensuel du profil plage/dune le long de 6 radiales réparties entre la plage du Curnic et la falaise du Zorn (12 campagnes par an, soit 36 levés pour les 3 ans).
- 1 relevé surfacique de la plage du Vougot-Curnic et du Centre Nautique sur la période du contrat (entre 2024 et 2026).

Les mesures seront effectuées au DGPS et/ou par l'utilisation d'une plateforme aéroportée (drone) avec une fréquence mensuelle à annuelle suivant le type de levé, de manière à bien analyser l'impact des forçages météorologiques sur l'évolution morpho-sédimentaire du cordon dunaire/plage. La période de mesure s'étendra du mois de janvier 2024 au mois de décembre 2026.

M. Serge SUANEZ, membre du Laboratoire, est le responsable scientifique de l'étude. Son correspondant à la Mairie de Guissény est Monsieur le Maire, M. Raphaël RAPIN.

ARTICLE 2 - DUREE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties, et jusqu'au 31/12/2026. Il pourra être renouvelé à la fin de cette période par un avenant qui précisera l'objet de cette prolongation et les modalités de son financement.
Cependant, les dispositions prévues aux articles 4 et 5 resteront en vigueur nonobstant l'échéance ou la résiliation anticipée du contrat.

ARTICLE 3 - MODALITES FINANCIERES

En contrepartie des engagements pris par l'UBO dans le cadre de la présente prestation, la Mairie de Guissény s'engage à lui verser la somme suivante :

- Montant H.T. : 9 030,00 € (neuf mille trente euros)
- T.V.A. (20%) : 1 806,00 € (mille huit cent six euros)
- Montant T.T.C. : 10 836,00 € (dix mille huit cent trente-six euros)

Direction de la Recherche, Innovation et Valorisation économique
Présidence
3, rue des Archives
CS 93837 - 29238 Brest CEDEX 3
Tel : 0298017924 ou 6007

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08009-DE

UBO
Université de Bretagne Occidentale

Le taux de TVA sera celui en vigueur à la date de facturation. Les factures seront adressées à la Mairie de Guissény, à l'attention de M. Raphaël RAPIN.

Après signature du contrat par les parties, un bon de commande (avec un numéro de commande qui lui est propre) sera envoyé par la Mairie de Guissény aux services de l'UBO à l'adresse suivante : drive@univ-brest.fr.

Le versement de la Mairie de Guissény sera effectué au nom de :

l'Agent Comptable de l'UBO, 3 rue des Archives - CS 93837 - 29238 BREST Cedex 3

Compte TP BREST TRESORERIE GENERALE
Code Banque : 10071
Code Guichet : 29000
Compte n° 00001002790 / RIB 91

selon les modalités suivantes :

- 1/3 à la signature du présent contrat soit 3 010 € HT (trois mille dix euros)
- 1/3 à la remise du rapport intermédiaire au 31/12/2025, soit 3 010 € HT (trois mille dix euros)
- 1/3 à la remise du rapport final au 31/12/2026, soit 3 010 € HT (trois mille dix euros)

Cette contribution est utilisée par le Laboratoire jusqu'à épuisement des fonds sans condition de délai ni fourniture de justificatif.

ARTICLE 4 - SECRET - PUBLICATIONS

4-1. Chaque partie s'engage à ni publier, ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques ou techniques appartenant à l'autre partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public. Cet engagement restera en vigueur pendant cinq ans à compter de la date de signature du présent contrat, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de ce dernier.

4-2. Toute publication ou communication portant sur l'étude ou ses résultats, par l'une des parties, devra recevoir, pendant la durée du présent contrat et les dix-huit mois qui suivent son expiration, l'accord préalable écrit de l'autre partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis. Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des parties à la réalisation de l'étude.

4-3. Toutefois, les dispositions du présent article ne pourront faire obstacle à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à l'étude de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, cette communication ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.

ARTICLE 5 - PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les résultats de l'étude expérimentale sont la propriété de la Mairie de Guissény, qui pourra les utiliser librement.
Le savoir-faire mis en œuvre par le Laboratoire pour réaliser l'étude ainsi que les améliorations qui pourraient y être apportées restent la propriété de l'Université.
Le programme de l'étude ne comportant pas d'activité inventive, le présent contrat ne soulève pas en principe de questions de propriété industrielle. Dans le cas où de telles questions se présenteraient, les parties se concerteraient dès leur apparition pour établir un contrat spécifique définissant les règles de partage des résultats susceptibles d'une protection au titre de la propriété industrielle et les règles d'exploitation desdits résultats.

Direction de la Recherche, Innovation et Valorisation économique
Présidence
3, rue des Archives
CS 93837 - 29238 Brest CEDEX 3
Tel : 0298017924 ou 6007

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08009-DE

UBO
Université de Bretagne Occidentale

ARTICLE 6 - RESILIATION

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne deviendra effective que trois mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.
D'autre part, sauf si le tribunal compétent en décide autrement, dans le cadre de la procédure instituée par la loi n° 8598 du 25 janvier 1985, le présent contrat sera résilié de plein droit en cas de liquidation judiciaire et en cas de cession totale ou partielle de la Mairie de Guissény. Le contrat sera également résilié de plein droit en cas de cessation d'activité ou de dissolution de la Mairie de Guissény.
L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée du contrat.

ARTICLE 7 - LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents seront saisis.

Fait à Brest, le / /
En un exemplaire,

L'UBO,
Le Président, M. Pascal OLIVARD

La Mairie de Guissény,
Le Maire, M. Raphaël RAPIN

Le Laboratoire LETG,
Le Directeur, M. Cyril TISSOT

M. Cyril TISSOT
Directeur adjoint de l'UMR
LETG 6554 CNRS
(Directeur du site brestois)

Direction de la Recherche, Innovation et Valorisation économique
Présidence
3, rue des Archives
CS 93837 - 29238 Brest CEDEX 3
Tel : 0298017924 ou 6007

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08009-DE

UBO
Université de Bretagne Occidentale

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE

ENTRE

La commune de Guissény, située Place Porthleven, 29880 GUISSENY, n° SIRET 212 900 773 00012, représentée par son Maire, M. Raphaël RAPIN,
ci-après désignée par la Mairie de Guissény,

ET

L'Université de Bretagne Occidentale (UBO), Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 3 rue des Archives, CS 93837, 29238 Brest CEDEX 3,
n° SIRET 192 903 466 00014, code APE 8542Z, représentée par son Président, M. Pascal OLIVARD,
L'UBO agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du laboratoire LETG, dirigé par M. Cyril TISSOT,
ci-après désigné par le Laboratoire,

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'UBO est sollicitée. A la demande de la Mairie de Guissény, le Laboratoire entreprend une étude du suivi de l'évolution morpho-sédimentaire du cordon dunaire de la plage du Vougot-Curnic. Ce suivi consistera en :
- 1 relevé par an du front de dune du secteur du Curnic à l'est jusqu'à la falaise du Zorn à l'ouest (soit 3 relevés minimum pour les 3 ans). Des levés supplémentaires pourront être réalisés après des tempêtes majeures ayant entraîné un recul significatif de la ligne de rivage.
- 1 relevé mensuel du profil plage/dune le long de 6 radiales réparties entre la plage du Curnic et la falaise du Zorn (12 campagnes par an, soit 36 levés pour les 3 ans).
- 1 relevé surfacique de la plage du Vougot-Curnic et du Centre Nautique sur la période du contrat (entre 2024 et 2026).

Les mesures seront effectuées au DGPS et/ou par l'utilisation d'une plateforme aéroportée (drone) avec une fréquence mensuelle à annuelle suivant le type de levé, de manière à bien analyser l'impact des forçages météorologiques sur l'évolution morpho-sédimentaire du cordon dunaire/plage. La période de mesure s'étendra du mois de janvier 2024 au mois de décembre 2026.

M. Serge SUANEZ, membre du Laboratoire, est le responsable scientifique de l'étude. Son correspondant à la Mairie de Guissény est Monsieur le Maire, M. Raphaël RAPIN.

ARTICLE 2 - DUREE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties, et jusqu'au 31/12/2026. Il pourra être renouvelé à la fin de cette période par un avenant qui précisera l'objet de cette prolongation et les modalités de son financement.
Cependant, les dispositions prévues aux articles 4 et 5 resteront en vigueur nonobstant l'échéance ou la résiliation anticipée du contrat.

ARTICLE 3 - MODALITES FINANCIERES

En contrepartie des engagements pris par l'UBO dans le cadre de la présente prestation, la Mairie de Guissény s'engage à lui verser la somme suivante :

- Montant H.T. : 9 030,00 € (neuf mille trente euros)
- T.V.A. (20%) : 1 806,00 € (mille huit cent six euros)
- Montant T.T.C. : 10 836,00 € (dix mille huit cent trente-six euros)

Direction de la Recherche, Innovation et Valorisation économique
Présidence
3, rue des Archives
CS 93837 - 29238 Brest CEDEX 3
Tel : 0298017924 ou 6007

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08009-DE

UBO
Université de Bretagne Occidentale

Le taux de TVA sera celui en vigueur à la date de facturation. Les factures seront adressées à la Mairie de Guissény, à l'attention de M. Raphaël RAPIN.

Après signature du contrat par les parties, un bon de commande (avec un numéro de commande qui lui est propre) sera envoyé par la Mairie de Guissény aux services de l'UBO à l'adresse suivante : drive@univ-brest.fr.

Le versement de la Mairie de Guissény sera effectué au nom de :

l'Agent Comptable de l'UBO, 3 rue des Archives - CS 93837 - 29238 BREST Cedex 3

Compte TP BREST TRESORERIE GENERALE
Code Banque : 10071
Code Guichet : 29000
Compte n° 00001002790 / RIB 91

selon les modalités suivantes :

- 1/3 à la signature du présent contrat soit 3 010 € HT (trois mille dix euros)
- 1/3 à la remise du rapport intermédiaire au 31/12/2025, soit 3 010 € HT (trois mille dix euros)
- 1/3 à la remise du rapport final au 31/12/2026, soit 3 010 € HT (trois mille dix euros)

Cette contribution est utilisée par le Laboratoire jusqu'à épuisement des fonds sans condition de délai ni fourniture de justificatif.

ARTICLE 4 - SECRET - PUBLICATIONS

4-1. Chaque partie s'engage à ni publier, ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques ou techniques appartenant à l'autre partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public. Cet engagement restera en vigueur pendant cinq ans à compter de la date de signature du présent contrat, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de ce dernier.

4-2. Toute publication ou communication portant sur l'étude ou ses résultats, par l'une des parties, devra recevoir, pendant la durée du présent contrat et les dix-huit mois qui suivent son expiration, l'accord préalable écrit de l'autre partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis. Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des parties à la réalisation de l'étude.

4-3. Toutefois, les dispositions du présent article ne pourront faire obstacle à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à l'étude de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, cette communication ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.

ARTICLE 5 - PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les résultats de l'étude expérimentale sont la propriété de la Mairie de Guissény, qui pourra les utiliser librement.
Le savoir-faire mis en œuvre par le Laboratoire pour réaliser l'étude ainsi que les améliorations qui pourraient y être apportées restent la propriété de l'Université.
Le programme de l'étude ne comportant pas d'activité inventive, le présent contrat ne soulève pas en principe de questions de propriété industrielle. Dans le cas où de telles questions se présenteraient, les parties se concerteraient dès leur apparition pour établir un contrat spécifique définissant les règles de partage des résultats susceptibles d'une protection au titre de la propriété industrielle et les règles d'exploitation desdits résultats.

Direction de la Recherche, Innovation et Valorisation économique
Présidence
3, rue des Archives
CS 93837 - 29238 Brest CEDEX 3
Tel : 0298017924 ou 6007

Envoyé en préfecture le 23/10/2023
Reçu en préfecture le 23/10/2023
Publié le 24/10/2023
ID : 029-212900773-20231019-CM23_08009-DE

UBO
Université de Bretagne Occidentale

ARTICLE 6 - RESILIATION

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne deviendra effective que trois mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.
D'autre part, sauf si le tribunal compétent en décide autrement, dans le cadre de la procédure instituée par la loi n° 8598 du 25 janvier 1985, le présent contrat sera résilié de plein droit en cas de liquidation judiciaire et en cas de cession totale ou partielle de la Mairie de Guissény. Le contrat sera également résilié de plein droit en cas de cessation d'activité ou de dissolution de la Mairie de Guissény.
L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée du contrat.

ARTICLE 7 - LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents seront saisis.

Fait à Brest, le / /
En un exemplaire,

L'UBO,
Le Président, M. Pascal OLIVARD

La Mairie de Guissény,
Le Maire, M. Raphaël RAPIN

Le Laboratoire LETG,
Le Directeur, M. Cyril TISSOT

M. Cyril TISSOT
Directeur adjoint de l'UMR
LETG 6554 CNRS
(Directeur du site brestois)

Direction de la Recherche, Innovation et Valorisation économique
Présidence
3, rue des Archives
CS 93837 - 29238 Brest CEDEX 3
Tel : 0298017924 ou 6007

Date de mise en ligne : 24/10/2023 Date d'affichage : 24/10/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°ADCM/23-08

Date d'envoi de la convocation : **13 octobre 2023**

Nombre de membres
en exercice = 16
Présents = 12

RÉUNION DU 19 octobre 2023
Affaires diverses :

L'an deux mille vingt-trois, le-dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Mickaël CONQ donnant procuration à Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Renée GALL et Gwendoline VLAEMYNCK donnant pouvoir à Herveline CABON
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Renée GALL a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Capteur H2S et algues vertes : Monsieur Raphaël RAPIN porte à la connaissance du CM qu'une alerte H2S a été transmise par la Préfecture du Finistère le 14 octobre 2023. La zone de mouillage a alors été interdite au public jusqu'au lundi 16 octobre 17h.

Téléthon : Madame Renée GALL rappelle les dates du prochain Téléthon organisé sur la commune, à savoir **le samedi 9 et le dimanche 10 décembre**.

Programme « Villages d'avenir » : Un dispositif d'accompagnement est mis en œuvre par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT). Il vise à aider les communes rurales de petites tailles dans la réalisation de leurs projets de développement à travers un accompagnement en ingénerie et dans le respect des enjeux de transition écologique. Le maire a sollicité la sous-préfecture dans cet appel à candidature.

AIGUILLON – 3 Rue Saint Sezny : Le bailleur AIGUILLON a interrogé la commune sur l'éventualité de faire valoir les conditions particulières du contrat de cession établi chez Maître Yves GUERMEUR le 24 septembre 1979, qui permet une rétrocession gratuite de l'immeuble au terme de l'amortissement du prêt contracté.

À Guissény, le 19 octobre 2023
Pour extrait conforme au registre,
Le maire, Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Guissény Gwiseni
Finistère Pen-Ar-Bed

LISTES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
SÉANCE DU 19 OCTOBRE 2023

Date du Conseil Municipal	Numéro de la délibération	Objet	Vote du Conseil Municipal
19 octobre 2023	CM/23-08001	Informations sur les délégations du conseil municipal au maire	unanimité des membres présents ou représentés
19 octobre 2023	CM/23-08002	Avenant au marché d'élagage	unanimité des membres présents ou représentés 14 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08003	Rénovation éclairage stade Joseph Cloarec	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08004	Rénovation lourde de la salle Jean Fily	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08005	Zone à enjeux - Avis sur proposition d'arrêté préfectoral	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08006	Déviation provisoire du GR34 dans le secteur de Nodéven-Dibennou	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08007	105ème congrès des maires de France : remboursement des frais de mission	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08008	Subvention association "Mers El Kebir"	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
19 octobre 2023	CM/23-08009	Renouvellement convention UBO - Commune	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"

Pour information affaires diverses :

Capteur H2S et algues vertes
Téléthon
Programme "Villages d'avenir"
Aiguillon constructions

Affichage en mairie le 24/10/2023
Diffusion sur le bulletin d'informations communales du 27/10/2023
Diffusion sur le site internet le 24/10/2023